

Débat de politique départemental

Faire reculer le projet HERCULE et la précarité énergétique en Seine-Maritime

Intervention de Sophie HERVE

Il y a 75 ans jour pour jour, en application du programme du Conseil National de la Résistance, le secteur de l'électricité et du gaz, était nationalisé.

Cette nationalisation votée sur proposition du ministre de la production Marcel PAUL, à une très large majorité, des Gaullistes aux Communistes, reposait alors sur la conviction que l'énergie constitue un bien public et qu'à ce titre, sa gestion ne pouvait demeurer dans les mains de sociétés privées pour lesquelles l'intérêt des actionnaires prime toujours sur l'intérêt général.

EDF est née ainsi, assurant au cours des 4 décennies qui ont suivi, une production et une distribution à la hauteur des besoins et des intérêts, tant des entreprises que des usagers, pour un tarif facturé sans commune mesure avec celui qu'il peut atteindre aujourd'hui.

Car depuis, sur injonction d'une Europe protectrice à l'origine mais devenue libérale, la dérèglementation du secteur de l'énergie s'est imposée à partir de 1996.

Je vous passe l'énumération, depuis, des différentes phases commises par les gouvernements successifs pour privatiser toujours plus EDF, comme GDF, et libéraliser le secteur de l'énergie.

Quand nous connaissons, nous le relevons suffisamment souvent ici, la part des dépenses de gaz et de l'électricité dans le budget des foyers seinomarins, je vous laisse imaginer le poids qu'a directement entraîné ce mouvement de privatisation sur la santé financière des ménages, et à l'inverse les conséquences que ces décisions politiques dogmatiques ont eues sur les difficultés rencontrées par ces ménages, notamment pour les plus démunis.

De par les taxes qu'il perçoit sur l'acheminement de l'électricité, de par les enjeux écologiques auxquels nous sommes confrontés, mais aussi en raison des interventions financières, notamment via le Fonds de Solidarité Logement, que notre collectivité prend en charge pour aider au paiement des factures impayées, ce sujet de l'avenir d'EDF ne peut pas laisser silencieux notre Conseil départemental.

Pour mémoire, rappelons que les impayés de facture d'énergie sont régulièrement en hausse, et que si elles ont baissé en 2020, ce n'est qu'en raison de la prolongation de la trêve hivernale (8 mois au lieu de 5) liée à la gestion de crise COVID, comme l'a souligné le 8 mars dernier le Médiateur national de l'énergie qui craint après ce sursis, une reprise importante des coupures d'énergie à partir du 1^{er} juin prochain.

C'est dans ce contexte que le gouvernement prépare la découpe d'EDF, pour accélérer le processus de privatisation à travers un projet baptisé cyniquement HERCULE.

Il s'agit de scinder EDF en trois entités distinctes : EDF bleu, vert et azur. La première (bleu) serait une entreprise publique s'occupant de la branche nucléaire, la seconde (verte) pour la gestion de la distribution d'électricité et des énergies renouvelables. Et enfin une dernière entité (azur), chargée des barrages hydroélectriques dont les concessions seraient remises en concurrence.

Ce projet de scission, aurait pour conséquence une fragilisation sans précédent du fleuron industriel français EDF, premier producteur énergétique européen, livrant ainsi l'un des secteurs clés de notre pays, l'énergie, à la concurrence et aux soubresauts des marchés financiers. Ce qui remettrait en cause la souveraineté énergétique de la France et par conséquent son indépendance.

Cet enjeu est d'autant plus important que face à l'urgence écologique à laquelle nous faisons face, la transition énergétique devient un besoin chaque jour plus prégnant et que pour répondre à ce défi collectif, l'État a besoin de maîtriser l'outil opérationnel qui lui permettra de mettre en œuvre ses actions en faveur du climat.

Face à cette volonté de restructuration difficilement compréhensible, des parlementaires de tout bord politique ont, dans une rare unanimité, exprimé leur opposition sur ce projet de réorganisation de l'électricien français et les syndicats d'EDF ont débuté un vaste mouvement social afin de préserver un service public de l'énergie de qualité.

Une mobilisation qui a également le mérite de porter le débat sur la place publique, ce que nous faisons ce matin, puisque le gouvernement avançait en toute discrétion.

Et au regard des éléments révélés, nous comprenons mieux pourquoi...

Depuis le début de la privatisation d'EDF en 2004, le prix de l'électricité a augmenté de 50% ! La concurrence a fait grimper les prix, contrairement aux promesses initiales. Le projet Hercule, signe non seulement une nouvelle hausse du prix de l'électricité, mais aussi la fin des Tarifs Réglementés de Vente et de la péréquation

tarifaire, qui garantissaient jusqu'à présent un prix de l'électricité identique pour les Français des zones urbaines, rurales, outre-mer. À terme, comme pour nos autoroutes, le prix de l'énergie sera aligné sur ceux du marché, entraînant des hausses de tarifs brutales et un rationnement de l'électricité.

La financiarisation à outrance mène petit à petit à la réduction des emplois et des investissements, dans les réseaux électriques et dans leur maintenance. En plus du coût social pour le pays et les salariés, ces réductions se traduisent par une baisse significative de la qualité du service de l'électricité, essentiel et disponible 24h/24h même en temps de crise.

Chacun connaît l'engagement des agents EDF après les tempêtes et les catastrophes climatiques pour rétablir au plus vite l'électricité dans nos foyers. Si le projet Hercule est adopté, les Français seront amenés à subir une augmentation des coupures, un affaiblissement de la sécurité d'approvisionnement et la remise en cause de l'indépendance énergétique de la France. Autant de phénomènes qui se font déjà sentir cet hiver.

Ajoutons à cela que les investissements des concurrents d'EDF dans les moyens de production d'électricité sont nuls. Pourtant, le projet Hercule prévoit de contraindre EDF à revendre une partie de sa production nucléaire à ses concurrents privés, à prix préférentiel, afin qu'ils puissent dégager un maximum de profit en la vendant plus chère aux consommateurs.

Pour toutes ces raisons et notamment pour préserver les intérêts des seïnomarins, nous vous invitons à vous exprimer et à vous mobiliser contre ce projet HERCULE considérant que l'énergie n'est pas une marchandise comme les autres.

Je propose donc que les présidents de groupe formant notre Conseil puissent signer ensemble une adresse au 1^{er} Ministre pour lui demander de stopper le projet HERCULE.